

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

#### TRANSPORTS

#### Arrêté du 17 octobre 2018 portant octroi d'une licence d'entreprise ferroviaire

NOR : TRAT1827512A

La ministre auprès du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports,  
Vu le code des transports, notamment son article L. 2122-10 ;  
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 242-2 ;  
Vu le décret n° 2003-194 du 7 mars 2003 modifié relatif à l'utilisation du réseau ferré national, notamment ses titres I<sup>er</sup> et II ;  
Vu l'arrêté du 6 mai 2003 modifié fixant les modalités de délivrance, de suspension temporaire et de retrait des licences d'entreprises ferroviaires, notamment son article 10 ;  
Vu l'arrêté du 20 mai 2003 modifié fixant les seuils en matière de capital social, les pièces justificatives à fournir pour apprécier la condition de capacité financière et les montants minimaux des plafonds de garantie à prendre en compte pour l'attribution de la licence d'entreprise ferroviaire ;  
Vu l'arrêté du 6 août 2015 portant octroi d'une licence d'entreprise ferroviaire ;  
Vu la demande de la société Ecorail transport en date du 17 août 2018,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Par application des dispositions des titres I<sup>er</sup> et II du décret du 7 mars 2003 susvisé, il est délivré à la société Ecorail transport une licence d'entreprise ferroviaire valable pour effectuer des services de transport de marchandises et de traction.

Cette licence n'ouvre pas droit, par elle-même, à l'accès à l'infrastructure ferroviaire qui est régi par la réglementation applicable à chaque pays de l'Union européenne.

**Art. 2.** – La présente licence demeure valide aussi longtemps que les conditions définies aux articles 6 à 9 du décret du 7 mars 2003 susvisé sont réunies. Elle fait l'objet d'un réexamen à l'issue de la période prévue à l'article 11 de ce même décret à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Art. 3.** – L'arrêté du 6 août 2015 susvisé est abrogé.

**Art. 4.** – Le directeur des services de transport est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 17 octobre 2018.

Pour la ministre et par délégation :  
*La sous-directrice de la sécurité  
et de la régulation ferroviaires,*  
A.-E. OUVARD